

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC



PRESSE URGENTE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Plus juste, la France sera plus forte

“La campagne s’engage vraiment aujourd’hui... Nous ne sommes qu’au début d’une belle aventure qui se conclura, le 6 mai, avec la victoire de Ségolène Royal à la présidence de la République”, s’est écrié François Hollande, le 11 février, devant 15 000 socialistes rassemblés à Villepinte, pour la journée annuelle des secrétaires de section à laquelle participaient une trentaine de Finistérien(ne)s.

“Il régnait une vraie ambiance de meeting, ce dimanche”, a noté Sylvain Eliès. Pour le secrétaire fédéral chargé de la formation, il est important de rappeler qu’au départ, cette rencontre devait se dérouler à Montreuil, dans une salle pouvant accueillir 3 000 personnes. “Mais, en fait, nous étions 15 000 à Villepinte, tous bien décidés à engager

la bataille qui doit se conclure par la victoire de Ségolène Royal, le 6 mai”.

“Je reviens de cette réunion totalement regonflé”, confirme Michel Dath, secrétaire de section de Pont-l’Abbé.

Dans un premier temps, François Hollande a rappelé les vrais enjeux de l’élection présidentielle. “Le pays veut un choix, il réclame une élection qui soit digne de son passé, qui relève les défis d’aujourd’hui et qui prépare notre destin commun”, a résumé le premier secrétaire du Parti Socialiste.

Le choix se situe entre la gauche et la droite. Entre la continuité incarnée par Nicolas Sarkozy et le changement représenté par Ségolène Royal.

Le programme présidentiel de la candidate du Parti Socialiste était attendu, le 11 février. “Sa réponse fut à la hauteur des attentes des Français”, estime Jean-Jacques Urvoas.

SUITE PAGE 2

Injuste et dangereux

Nicolas Sarkozy n’est pas crédible lorsqu’il avance ses promesses fiscales. Elles révèlent une amnésie par rapport au bilan de la droite et confirment des choix marqués par l’injustice.

Le bilan économique de l’UMP est catastrophique. Alors qu’elle dispose de tous les pouvoirs, la majorité UMP accumule les échecs.

La croissance et le pouvoir d’achat ont été divisés par deux : 1,5 % par an, contre 3 % entre 1997 et 2002. Les comptes publics ont été lourdement dégradés : + 300 milliards d’euros de dettes depuis la mi-2002.

Le commerce extérieur est historiquement déficitaire : – 30 milliards d’euros en 2006 (– 26,5 en 2005) alors que la France dégageait encore des excédents en 2002.

L’emploi a stagné : la France a créé dix fois moins d’emplois (38 000/an) que sous la précédente législature (360 000/an).

La précarité s’est développée : la part des CDD et de l’intérim représente 78 % des intentions d’embauche en 2006, contre 35 % en 2000.



Nicolas Sarkozy

Les inégalités se sont accrues. L’impôt sur le revenu a été massivement baissé au profit des catégories les plus aisées : 70 % des baisses ont bénéficié aux 10 % les plus aisés.

Nicolas Sarkozy tire-t-il les leçons de ses échecs ? Non. Pire, il se propose d’amplifier encore les injustices. Le président de l’UMP a

SUITE PAGE 2

EN CLAIR !

La dynamique est en marche.

Les messages citoyens ont été entendus par notre candidate ; ils sont remontés avec vigueur du Finistère comme de tous les départements et les propositions sont maintenant intégrées dans le pacte présidentiel qui sera notre viatique jusqu’à la victoire. La droite qui se gaussait de notre méthode en est pour ses frais ; plutôt que de se croire omnisciente, elle aurait été mieux avisée d’écouter nos concitoyens. Une nouvelle phase de la campagne débute maintenant, celle qui va nous mener devant les français avec notre force de conviction, nos espoirs, notre vision pour le pays. Elle va être pour tous les militants exigeante et passionnante. Face au bluff de la droite, nous saurons détailler pourquoi et comment une France plus juste est une France plus forte.

Plus juste, la France sera plus forte (suite)

"J'ai entendu vos appels, vos craintes, vos détresses, vos révoltes, mais aussi vos attentes, vos désirs, vos espérances"

... Les sceptiques en seront pour leurs frais et devront constater que les comptes rendus des débats participatifs ont servi à élaborer le pacte présidentiel que Ségolène Royal veut passer avec les Français. "J'ai entendu vos appels, vos craintes, vos détresses, vos révoltes mais aussi vos attentes, vos désirs, vos espérances", a-t-elle annoncé en préambule. "Elle s'est vraiment appuyée sur le vécu des citoyens qui ont participé à nos débats", estime Nicolas Morvan, délégué de la 8^{ème} circonscription. "Elle a mis en lumière la condition sociale des salariés", confirme le trésorier fédéral, Alain Queffelec.

Plus de 50 % des débats participatifs étaient consacrés à la vie chère. "La proposition qui consiste à calculer l'indice des prix par rapport au niveau des salaires me paraît très pertinente", souligne Michel Dath. On verra ainsi que l'inflation frappe surtout les bas revenus. "Les syndicats



Un pacte présidentiel

auront un point d'appui très fort pour renégocier les salaires". "La création d'un crédit d'impôt pour les adhérents des organisations syndicales constitue également une très bonne idée pour revitaliser la démocratie sociale", ajoute Chantal Guittet.

"Elle a bien entendu les inquiétudes des salariés", renchérit Alain Queffelec. "Rien ne pourra se faire sans une économie forte mais il est essentiel de répondre à la demande de sécurité sociale professionnelle. Très souvent, au cours des débats participatifs, nous avons été interpellés sur cette question".

Tout comme sur la mise en place d'un dispositif permettant aux chômeurs qui retrouvent un emploi de ne pas perdre de revenus. "On nous a souvent donné des exemples de personnes pour qui la reprise d'un emploi se traduisait par une perte de revenu", se souvient Annie Loneux.

"L'éducation est au cœur du projet qu'elle défend", rappelle Chantal Guittet, candi-

date aux législatives dans la 5^{ème} circonscription. "La mise en place d'études gratuites correspond bien à une forte attente exprimée dans les débats participatifs".

"Elle a écouté et entendu les enseignants", renchérit Annie Loneux, déléguée de la 4^{ème} circonscription. "C'était vraiment flagrant lorsqu'elle a évoqué la question des innovations pédagogiques. Elle a vraiment pris le temps d'en discuter avec des enseignants". Il en va de même pour le financement des études. Partout, les parents ou grands-parents ont fait part de leurs difficultés lorsque les jeunes doivent partir étudier loin de leur domicile. La mise en place d'une allocation pour les jeunes qui suivent une formation et l'instauration d'un service public des cautions correspondent parfaitement à ce qui était demandé.

Dans le domaine des institutions, les propositions de Ségolène Royal recueillent le soutien des secrétaires de section. "Je suis tout à fait d'accord avec l'engagement sur le mandat unique", déclare Thierry Nerzic, de Garlan. La suppression du 49.3 et l'attribution de la présidence de la Commission des finances à un député de l'opposition constituent des avancées démocratiques importantes.

Et maintenant ? "On repart à la rencontre des Finistériens", s'exclame Jean-Jacques Urvoas. "Nous allons organiser les réunions du changement, si possible dans les mêmes salles que les débats participatifs. Après la phase d'écoute des débats participatifs, les socialistes vont retourner vers les électeurs pour leur présenter le pacte présidentiel de Ségolène Royal et décliner le slogan de la campagne : plus juste, la France sera plus forte !".

Pour le premier secrétaire fédéral, "consciemment ou inconsciemment, nous avons fait de ce 11 février un rendez-vous attendu, il va, en fait, marquer le début de notre victoire".



On va gagner !

Injuste et dangereux (suite)



L'emploi a stagné

... promis une baisse des impôts de 70 milliards d'euros.

Cette promesse est injuste, démagogique et dangereuse : injuste car elle repose sur des coupes dans les dépenses publiques prioritaires ou sur la création de nouveaux prélèvements, comme l'institution d'une franchise de soins. Démagogique car chacun sait qu'en promettant tout, le candidat UMP ne tiendra rien. Elle est surtout dangereuse car, avec une telle baisse des

**Avec
Nicolas
Sarkozy,
l'argent
va à
l'argent**

prélèvements obligatoires, la dette publique s'envolerait de nouveau, réduisant d'autant les capacités d'actions de l'État.

Le président de l'UMP se propose également de supprimer totalement les cotisations sociales et la fiscalité pesant sur les heures supplémentaires.

Cette mesure, au coût de 4,6 milliards d'euros par an, serait très préjudiciable à l'emploi. En effet, il deviendrait plus intéressant financièrement, pour l'employeur, d'imposer des heures supplémentaires que d'embaucher : tout le contraire d'une politique de création d'emplois et de valorisation du travail.

Autre projet du ministre de l'Intérieur : l'abaissement à 50 % du bouclier fiscal.

Cette mesure coûterait entre deux et trois milliards d'euros par an à l'État et signerait la mort de l'ISF. Elle reviendrait, en pratique, à exonérer totalement la quasi-totalité des redevables à l'ISF du paiement de l'impôt, puisque seuls les patrimoines supérieurs à six millions d'euros resteraient imposables. Cette mesure, dédiée aux 350 000 foyers qui disposent d'un patrimoine supérieur à 1,2 million d'euros, favoriserait également la rente et non le travail.

Il a beau citer Jaurès, c'est bien une politique en faveur des plus aisés que Nicolas Sarkozy mènerait s'il était élu.

Tous à Rennes, le 20 février !

Deux inscrits ici, trois là. Les petits ruisseaux font les grandes rivières. Et finalement, c'est devant une marée humaine que Ségolène tiendra son meeting, le 20 février, à 19 h 30, Hall 9, à Rennes Saint-Jacques.

"Au départ, nous avons réservé huit cars, soit un par circonscription", se souvient Alain Queffelec, trésorier fédéral. "Mais, face à l'afflux des inscriptions, nous nous sommes rapidement rendus compte qu'il fallait au moins doubler ce chiffre". "Nous nous étions engagés à faire monter au moins 500 Finistériens à Rennes, mais nous serons bien plus nombreux", confirme le premier secrétaire fédéral, Jean-Jacques Urvoas.

Dès que les rendez-vous ont été fixés, des dizaines d'adhérents et de sympathisants se sont inscrits aux départs de Brest, Concarneau, Pont-l'Abbé et Châteaulin, à 16 h 30, ou Morlaix, Quimper et Quimperlé, à 17 h 00. Ils l'ont fait grâce au formulaire mis en ligne sur le site Internet de la fédération, www.ps29.org, ou en contactant directement leur secré-



Rassemblement
autour de
Ségolène
Royal

à Rennes le mardi 20 février
à 19 h 30

Parc des Expositions - Hall 9
Rennes - Saint-Jacques

Parti Radical de Gauche
MRC

taire de section ou leur délégué de circonscription.

La fédération a utilisé tous les moyens à sa disposition pour annoncer ce meeting et permettre à ceux qui voulait y participer de se rendre à Rennes : un tract a été tiré à 250 000 exemplaires et des conférences de presse ont été organisées dans toutes les circonscriptions.

"Si elle met autant d'émotion, de conviction et d'intelligence que dans son discours de Villepinte, tous les Finistériens reviendront de Rennes convaincus", annonce Annie Loneux, déléguée de la 4^{ème} circonscription.

Nous sommes des milliers à soutenir la candidature de Ségolène Royal : le 20 février, montrons-le lui !



Une victoire du corporatisme

Avec
Gilles Luneau

La FNSEA a remporté les élections aux Chambres d'agriculture. Gilles Luneau, journaliste, qui a publié "La forteresse agricole, une histoire de la FNSEA" (Fayard), analyse les résultats de ce vote.

Cap Finistère : Comment expliquer la victoire de la FNSEA et la contre-performance de la Confédération paysanne ?

Gilles Luneau : On peut parler de défaite. La perte de la Chambre d'agriculture de Loire-Atlantique, dirigée jusqu'ici par la Confédération paysanne, constitue un événement important. Le bilan de cette Chambre était pourtant très positif.

La FNSEA a mené une campagne très active. La mobilisation coûte cher et le syndicat majoritaire disposait de

moyens importants. Pour la première fois, le vote se déroulait par correspondance et je crois que la Confédération paysanne n'en a pas bien mesuré les conséquences. Il faudra analyser les résultats dans les détails mais je pense que la transformation du corps électoral a desservi la Confédération paysanne. Les agriculteurs nés avec le baby boom partent en retraite. Or, ils travaillaient sur des petites ou moyennes exploitations et votaient plutôt pour le syndicat de gauche.

Cap Finistère : L'engagement politique de José Bové n'a-t-il pas nuï à la Confédération paysanne ?

Gilles Luneau : Il est difficile de répondre à cette question. Cela a peut-être joué à la marge mais, cette année, il ne jouait aucun rôle dans la campagne de la Confédération alors qu'il était en première ligne, il y a six ans quand la confédération a augmenté son score de 6,32 %.

Je crois simplement que la FNSEA a mené campagne sur la défense des intérêts catégoriels des agriculteurs et que, sur ce terrain, elle est beaucoup plus forte que la Confédération paysanne. Au moment où les agriculteurs se replient sur eux-mêmes, le discours corporatiste de la FNSEA ou de la coordination rurale est plus audible que celui de la Confédération paysanne qui souhaite, au contraire, ouvrir l'agriculture sur la société.

Cap Finistère : Peut-on extrapoler ces résultats et prédire que les campagnes vont voter à droite, le 22 avril ?

Gilles Luneau : Ce n'est pas si simple. Il s'agissait d'élections professionnelles. Les présidentielles sont différentes. La question sera : quelle société voulons-nous ? Or, les paysans ne votent pas de manière monolithique. En outre, leur influence est de plus en plus limitée démographiquement. La FNSEA ira-t-elle jusqu'à appeler à voter Sarkozy ? Je n'en suis pas sûr.

Rendez-vous

20 février

A 19 h 30, Meeting de Ségolène Royal, Hall 9, à Rennes Saint-Jacques.

23 février

A 18 h 30, Conseil fédéral, au local du PS, 13, rue de Portzmoguer, à Brest.

28 février

A 18 h 30, Secrétariat fédéral, dans les locaux de la fédération, 26 B rue Aristide-Briand, à Quimper.

16 mars

A 18 h 30, Conseil fédéral, au local du PS, 13, rue de Portzmoguer, à Brest.

18 mars

Grand rassemblement "le Printemps des Territoires" à Villepinte (Seine St Denis).

19 mars

A 18 h 30, quatrième réunion du Comité de Coordination Départemental de la campagne présidentielle (COCODEP) dans les locaux de la fédération, 26 B rue Aristide-Briand, à Quimper.

26 mars

Meeting de François Hollande, à Brest (Parc de Penfeld).

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Abonnement pour 1 an : 12 €

Abonnement de soutien :
à partir de 16 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

EN SAVOIR PLUS ...

25 ans des lois Auroux

Les lois Auroux ont 25 ans. Les 20 et 21 mars, Jacques Le Goff, professeur à l'UBO, organise, à Brest, un colloque sur ce sujet.

Des élus, syndicalistes, juristes et dirigeants d'entreprises interviendront à cette occasion pour tirer un bilan de ces lois qui ont fait entrer la citoyenneté dans les entreprises. "*Citoyens dans la cité, les travailleurs doivent l'être aussi dans leur entreprise*", expliquait Jean Auroux, en défendant ses lois devant le Parlement.

Annonces légales & judiciaires

IXTrawl
Société par Actions Simplifiée
au capital de 1 399 180 euros
Siège social : 17, route de Loctudy
29120 PONT-L'ABBÉ
439 252 818 RCS QUIMPER

Suivant décision de l'associé unique en date du 15 novembre 2006 :

- le capital a été réduit à 252 313 euros par imputation de la somme de 1 146 867 euros figurant en report à nouveau débiteur,

- le capital a été augmenté en numéraire de la somme de 1 347 687 euros pour être porté de 252 313 euros à 1 600 000 euros, par émission de 430 571 actions nouvelles de 3,13 euros de nominal chacune.

En conséquence, les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du TC de Quimper.

EXPLOITATION AGRICOLE A
RESPONSABILITÉ LIMITÉE
ABHAMON Jean Yves
Société civile
au capital social de 15 244,90 €
Siège social : Ty-Nevez Peren
29233 CLÉDER
RCS MORLAIX 384 307 898

MODIFICATIONS

D'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire en date à CLÉDER du 31 décembre 2006, il résulte ce qui suit :

Monsieur Jean Yves ABHAMON démissionne de ses fonctions de gérant à compter du 31 décembre 2006. A compter de cette date, Madame Josiane MIOSSÉ, épouse ABHAMON, demeurant à Ty-Nevez Peren, 29233 CLÉDER, est seule associée, gérante.

Le capital social est réduit à un montant de QUINZE MILLE euros (15 000 euros).

Pour avis,
Le Gérant

Inscriptions (15 euros) auprès du Centre de recherches administratives - Faculté de droit - CS 93837 - 29238 Brest.

Mobilisation pour l'école publique de Pouldreuzic

A Pouldreuzic, le maire UMP, Ambroise Guellec, a décidé de freiner l'augmentation des effectifs de l'école publique.

Dans cette commune du pays bigouden, le nombre des élèves inscrits dans l'école publique ne cesse de croître. Dans le même temps, l'école privée perd des élèves.

Pour "rééquilibrer" la situation, Ambroise Guellec a pris des décisions radicales.

Tout d'abord, il refuse d'investir. La cinquième classe fonctionne en dehors de l'école et il n'est pas question d'en construire une sixième, malgré les demandes des parents d'élèves.

Ensuite, le maire UMP refuse d'inscrire les enfants dès deux ans, alors que la scolarisation précoce explique en partie les bons résultats qu'obtiennent les jeunes bretons au bac. Toute nouvelle inscription est soumise à un entretien préalable avec le maire. Cette démarche n'est pas nécessaire pour inscrire son enfant dans le privé.

Pour dénoncer cette situation, le collectif des amicales laïques du pays bigouden a organisé une réunion publique, le 10 février. Près de 200 personnes y ont participé. Cette mobilisation permettra-t-elle de ramener Ambroise Guellec à la raison ? Que pense le candidat UMP à la présidentielle de l'attitude de cet élu ? Affaire à suivre...

La campagne sur Internet

Sur le site <http://www.pas29.org> ainsi que sur le blog <http://sego-leroyal.ps29.org>, vous pouvez retrouver les comptes rendus des débats participatifs qui

se sont déroulés dans le Finistère, les textes et les vidéos des discours de Ségolène Royal et François Hollande à Villepinte.

Vous pouvez aussi rejoindre le comité de soutien à Ségolène Royal ou vous inscrire pour vous rendre à Rennes, le 20 février.

Le blog est un espace de discussion et de débat : n'hésitez pas à y laisser vos commentaires.

Participez financièrement à la campagne de Ségolène Royal

Vous pouvez contribuer financièrement à la victoire de Ségolène Royal en faisant un don sur le site Internet, www.parti-socialiste.fr, ou en adressant un chèque libellé à l'ordre de AFCESR 2007 à AFCESR 2007 - Cellule courrier - 10 rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07.

Tous à Rennes, le 20 février

Des cars partiront du Finistère, le 20 février, pour le meeting de Ségolène Royal qui se déroulera à partir de 19 h 30 au hall 9 de Rennes Saint-Jacques.

Les rendez vous :

- Brest, Parc à Chaînes, à 16 h 30 ;
- Quimper, parking de Penvillers, à 17 h 00 ;
- Pont-l'Abbé, gare routière, à 16 h 30 ;
- Quimperlé, parking d'Intermarché, près de la voie express, à 17 h 00 ;
- Morlaix, parking de Géant, à 17 h 00 ;
- Châteaulin, place de la Mairie, à 16 h 30.
- Concarneau, place de la Gare, à 16 h 30.

Merci de vous inscrire par téléphone au 02 98 43 44 39 ou sur le site internet de la fédération, www.ps29.org. Une participation de 5 euros sera demandée.

Cap Finistère - Le Breton Socialiste

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél : 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Jean-Jacques URVOAS
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Yves CABON

Impression : Presses Associatives du Finistère
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST
Tél : 02 98 43 44 39 - Fax : 02 98 43 64 03
CPPAP 1207 P 11428